

MAC ARTHUR  
LA VOIX  
PARLE REVOLUTION

Le limogeage de Mac Arthur est l'expression de la victoire remportée en Corée par la Chine révolutionnaire sur l'impérialisme américain et ses satellites. Truman avoue qu'une attaque directe contre la Chine, loin de donner la victoire comme Mac Arthur le prétendait, entraînerait une plus grande catastrophe. Maintenant, Washington doit : ou bien retirer ses troupes de Corée ou poursuivre la longue et coûteuse opération comme la longue « sale guerre » d'Indochine. Quel que soit son choix, l'impérialisme américain a subi une perte de prestige et de prestige aux yeux des peuples insurgés et des masses du monde entier. Au lieu de constituer le point de départ d'une nouvelle offensive de l'impérialisme, l'aventure coréenne a abouti à un désastre aggravant la crise et les contradictions qui existaient auparavant. Les forces de la révolution coloniale se sont montrées plus puissantes que les armes modernes de l'industrie capitaliste la plus avancée du monde.

Le limogeage de Mac Arthur est un coup rude porté aux forces indigènes réactionnaires d'Extrême-Orient dont Mac Arthur était le champion le plus bruyant. Il démonte le monde entier par son alliance avec Tchang Kai Chek. Il organisait un rétrograde triomphe de Syngman Rhee à Séoul. A Tokio il rétablit la domination des Zaibatsu, des militaires et des propriétaires fonciers sur le peuple japonais. La chute de Mac Arthur ne signifie pas un changement fondamental de la politique du State Department envers ses satrapes dans le monde colonial mais elle affaiblit son prestige et elle donnera une confiance nouvelle aux peuples révolutionnaires d'Asie pour les exterminer. Et sans lui, Tchang Kai Chek, Syngman Rhee, Bao Dai, etc., le régime de l'impérialisme n'est plus possible.

La résistance du gouvernement travailliste britannique à une extension du conflit coréen et à une guerre en Chine fut la cause immédiate du limogeage de Mac Arthur. Truman n'aurait pu suivre Mac Arthur qu'au prix d'une rupture de la coalition impérialiste en Europe occidentale. Mais l'opposition d'Atlee et de Morrison n'était ni une manifestation d'anticolonialisme. C'est le sort du capitalisme britannique qui est en jeu en Asie. Une guerre avec la Chine aurait entraîné la perte du commerce et des investissements de Hong Kong, son expulsion des richesses de Malaisie, l'annexion de Malaisie et la fin de la domination économique sur les Indes.

En se joignant à l'agression américaine en Corée, l'impérialisme britannique et ses vassaux laboristes espèrent une victoire améliorant les positions déclinantes de l'impérialisme en Extrême-Orient. Mais la victoire n'est ni dans le ciel ni dans la mer. Elle est dans le régime de Mac Arthur brutalement révoqué à Londres.

Outre leur caractère d'une guerre en Chine, les dirigeants travaillistes eurent à faire face à une opposition de masse dans les rangs du Labour Party et des syndicats contre l'agression impérialiste en Corée. C'est cette opposition des masses britanniques, leur remarquable solidarité avec les peuples de Chine qui ont été poussés les dirigeants travaillistes à faire preuve de vigueur dans leurs pourparlers avec Washington.

Georges VALLEN.  
Suite page 3.

Le candidat  
trotskyste  
obtient 18.560 voix  
à LOS ANGELES

Los Angeles, 5 avril 1951. — Myra Tanner Weiss, candidat du Socialist Workers Party (parti trotskyste) pour le Conseil de l'Enseignement (Board of Education) de Los Angeles, principal centre industriel de la côte occidentale de l'Etat-Unis, a obtenu le nombre de 18.560 voix, soit plus de 6 %, au bout d'une campagne électorale agitée centrée autour de la lutte contre la guerre. C'est le nombre de voix le plus élevé obtenu jusqu'ici par un candidat trotskyste aux Etats-Unis dans un seul district électoral. On peut considérer ce succès comme un reflet de l'opposition croissante de larges secteurs du peuple américain envers le programme de réarmement de Truman et envers la hausse constante du coût de la vie qu'il provoque.

Les campagnes électorales pour les conseils d'éducation se bornent généralement à soulever des questions d'éducation et d'impôt. Le camarade Weiss réussit cependant à transformer l'élection de Los Angeles en une lutte autour des grandes questions de paix et de guerre. On peut évaluer le nombre de personnes qui concoururent ainsi pour la première fois au programme de lutte contre la guerre du S.W.P. à 100.000. Ce résultat fut atteint grâce à la distribution de tracts, aux discours prononcés dans toute la ville dans une auto-radio, aux conférences faites par les candidats devant des réunions syndicales, d'organisations noires, et aux discours prononcés à la radio. Au cours de sa campagne le camarade Weiss prit la parole devant des réunions organisées par le Parti Progressiste Indépendant, dominé par les staliniens. Ce parti, jadis dirigé par Henry Wallace, est aujourd'hui vidé de toute substance et a présenté ses propres candidats aux élections de Los Angeles sur une plateforme typiquement pacifiste et de collaboration de classe.

ORGANE DE DÉFENSE  
DES TRAVAILLEURS  
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

19, rue Daguerre, Paris (14<sup>e</sup>) — Téléphone : SUFFREN 62-31

C.C.P. Mlle Picard 5660-38 Paris

PRENDRE LA PAROLE  
POUR LA GREVE GENERALE  
Pour un gouvernement ouvrier et paysan

Le jour du 1<sup>er</sup> mai se lèvera sur un monde où les forces de la révolution prolétarienne frappent les coups les plus durs et vont édifier sanglant sur la bourgeoisie impérialiste. Il se lèvera sur la gigantesque révolution des peuples de l'Asie. Puis à moitié de sa course, il se lèvera sur l'Europe Occidentale dont les travailleurs prennent la marche en avant après des mois et des années de doute ou de défaite, déclarant au même instant ses souffrances et la lutte héroïque des travailleurs de l'Afrique du Nord et de l'Afrique Noire.

En ce premier mai les travailleurs de France peuvent prendre conscience de l'identité d'espoir, de lutte et d'intérêts qui les lient aux travailleurs du monde entier. Tout près d'eux ils peuvent voir le prolétariat allemand, se relevant après 18 ans de la défaite infligée par Hitler, commencer à construire leur nouveau Parti révolutionnaire. Ils peuvent voir aussi tout près d'eux les prolétaires de Barcelone, des Asturies, de Madrid, des pays basques, reprenant avec une énergie qui a surpris le monde, la lutte contre

L'assemblée des délégués des Comités d'Unité d'Action prépare la manifestation dans la Région Parisienne. C'est un premier pas très important. Le Congrès des Comités d'Unité d'Action doit devenir la véritable direction de tous les travailleurs.

La dictature franquiste qui les écrase depuis 12 ans. Ils peuvent voir en Afrique du Nord les esclaves exploités par leurs propres maîtres poursuivre et amplifier la lutte anti-impérialiste d'émancipation.

Ils peuvent ainsi mesurer mieux la portée véritable de la première victoire remportée en France au cours des mois de mars et avril grâce à l'action des employés de la R.A.T.P. et des cheminots appuyés par de multiples débrayages.

Première victoire qui a montré les possibilités et l'efficacité de l'unité d'action, au cours de laquelle le Comité d'Unité d'Action a fait ses preuves comme organe décisif du combat, et qui a ouvert la voie vers la grève générale. Car rien n'est réglé ; les augmentations obtenues ne compensent même pas les dépenses hautes des prix, qui ne sont elles-mêmes que les toutes premières conséquences de la politique capitaliste de préparation à la guerre.

L'été est maintenant acquis depuis plusieurs années et elle deviendra dans les semaines et mois qui viennent l'été dévastateur de tous les travailleurs de ce pays, que rien ne peut être obtenu qu'en frappant tous ensemble, que par la grève générale. Car c'est à la tête qu'il faut frapper, contre cet état-major de la misère et de la guerre qu'est le gouvernement capitaliste. De lui on ne peut espérer ni les salaires décents, c'est-à-dire un véritable minimum vital garanti par l'échelle mobile et le contrôle ouvrier, ni une politique de lutte contre la guerre, c'est-à-dire le retrait des troupes du Viet-Nam, l'indépendance totale de l'Algérie, la dénonciation du pacte atlantique, le retrait des bataillons français de Corée, ni la sauvegarde des libertés démocratiques devant la société actuelle, allant du curé des polices et autres G.R.S. aux ouvriers et une représentation vivante, non déformée et non truquée de la volonté des masses populaires.

Michel LEQUENNE  
Suite page 3.

Les travailleurs, qui sont l'immense majorité, veulent que ça change. Pas un nouveau ministère au service de la minorité capitaliste. Non ! Mais un gouvernement et un paysan ouvrier et paysan.

Si les chefs des partis qui se réclament de la classe ouvrière et qui jettent son appel en dépit de démissions et, de doutes croissants, persistent décidément dans leur refus de réaliser le Front unique parce que les uns (qui se disent socialistes) sont liés à la bourgeoisie française exploitée à la remorque de Wall-Street, et parce que les autres (qui se disent communistes) sont liés à la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin, il n'en résulte pas que le

Front unique et le gouvernement ouvrier et paysan soient irréalisables. Pour l'action et dans l'action se multiplieront les comités d'Unité d'Action démocratiques qui réaliseront l'unité d'action à la base et pourront imposer le Front unique des organisations ouvrières.

Pour la coordination et la conduite de la grève générale, les comités d'Unité d'Action doivent se réunir en un Congrès national des Comités d'Unité d'Action, représentant authentiquement de tous les exploités en lutte, quelle que soit la diversité des opinions politiques ou religieuses. Un tel congrès d'Unité d'Action peut être demain, au-delà de la grève générale, l'assise du nouveau pouvoir.

Favre-Bleibtreu.

Fondation du Parti  
Ouvrier Indépendant  
d'Allemagne

Les 24 et 25 mars s'est tenu à Worms le Congrès de Fondation de l'U.A.P., Parti Ouvrier Indépendant d'Allemagne.

C'est un tournant de la classe ouvrière allemande dont les conséquences se feront sentir dans le mouvement ouvrier de l'Europe tout entière. La défaite que Hitler infligea au prolétariat allemand en 1933 à cause de la politique criminelle des dirigeants réformistes et staliniens, modifia la conjoncture de toute la classe ouvrière internationale. Son réveil actuel peut bouleverser de fond en comble la situation sociale sur le vieux continent. Il peut déplacer le centre de la lutte ouvrière vers le pays qui compte le plus grand nombre d'ouvriers.  
M. BLANCHARD  
Suite page 3.

MADRILENES ET BASQUES  
DANS LE COMBAT

Four amadoros l'Oncle Sam, et sa propre bourgeoisie fatiguée des avances, la dictature avait amorcé un retour au libéralisme. Cela s'est ramené surtout à enlever tout frein à la spéculation menée en premier lieu par la Phalange.

Le régime se décompose

Le maire de Madrid ne dénonçait-il pas récemment en plein Conseil Municipal que pour 230.000 litres de lait entrés quotidiennement dans la ville, 400.000 litres étaient vendus soit 170.000 litres d'eau. Beau scandale auquel Arriba organe de la Phalange consacra son édit du 6 avril.

A Barcelone, la plus hideuse escroquerie du cabinet du Gouverneur Buzo ALEGRIA fut, à l'occasion de l'épidémie de grippe de l'hiver passé, l'impesation d'une dime illégitime de 1.000 pesetas exigée pour faire entrer les morts dans les délais normaux.

Les cliques s'opposent pour accaparer la mangroie trop étroite. C'était le cas du baron de l'ancien Gouverneur CORREA menant avec ses partisans contre ALEGRIA une lutte acharnée qui allait jusqu'à la distribution de tracts contre son concurrent.

La révélation des scandales est bien entendu l'arme facile mais de choix de ces notables de comptes et de gangs. Cette ditte fut favorisée aussi la montée de la colère populaire.

Les rats s'apprêtent d'ailleurs à quitter le navire. Le cardinal-primat de Valence, ouvrant le Conseil de Tolède voici quelques jours, déclara que « l'Espagne, jamais ne s'était confondue, ne se confondra, ni ne voudrait se confondre avec rien d'étranger et de périsable quoiqu'elle maintienne des relations amicales et que le pouvoir légitime, pour faire entendre et exhorter les fidèles à l'obéissance envers

les autorités». Quel signal d'alarme pourrait être, par lui, pour le régime que cette dégradation du clergé.

Michel LEQUENNE  
Suite page 3.

La magistrale grève de l'arsenal de Brest  
Il y a 15 ans les grèves de Brest précédèrent Juin 36...

Depuis 23 jours, les 6.000 ouvriers de l'Arsenal, à part une misérable poignée de jaunes sont en lutte contre l'Etat patron, le plus rapace de tous. Chaque semaine a eu un caractère différent.

La première, les ouvriers prévoyant avec lucidité que la lutte serait longue et dure se sont organisés solidement par un comité de grève approuvé par l'Assemblée de grève, un comité de soutien comprenant toutes les tendances et mouvements de la société actuelle, allant du curé au laïc, et du P.C.I. au R.P.F. Les discussions restant entre les mains d'ouvriers élus.

Ce comité de soutien a arraché 14.900.000 francs aux municipalités des environs dont 10 millions à celle de Brest qui est à majorité R.P.F. et collecté 2.200.000 par la population.

La deuxième, a été celle de la décentralisation. Création des Comités d'Unité d'Action dans les ateliers, bureaux et chantiers. Ces comités s'appellent comités de liaison, car l'Appel, l'Unité d'Action a choqué le P.C.I. et le P.F.C. Ils ont pour tâche de donner des directives au comité central de grève, car si une minorité d'ouvriers intervient aux assemblées

générales, presque tous donnent leur voix à l'Assemblée de chantier.

Au cours de cette deuxième semaine, une manifestation à laquelle la population était conviée a groupé plus de 10 mille personnes qui ont parcouru la ville en un défilé imposant. A l'appel du comité de grève, les commerçants avaient fermé boutique, les petits par solidarité et les gros par frousses.

Le 31 mars s'est tenue la conférence inter-fédérale C.G.T. - C.F.T.C. - C.G.T.F.O. Le comité de grève en plus des trois secrétaires parti syndicat locaux y avaient délégué deux autres camarades dont un inorganisé. La délégation bretonne demanda à ce que les autres ports débarrassés immédiatement car les revendications des travailleurs de l'Etat sont réglées sur le plan national. Les boîtes des autres ports répondirent que la température n'y était pas ; que le moment n'était pas venu, etc., etc.

Sur le problème des revendications, ils se rallièrent à la position de Brest ; 20 francs de l'heure pour tous, une prime de 6.000 francs épongeant le péché, échelle mobile, notre parti avec la métallurgie parisienne et la suppression des abattements de zone. La troisième semaine, durcissement

de la grève. Il faut se bagarrer, pour que la majorité R.P.F. de Brest débloque les 10 millions que nous ont été accordés. Les gens vont attendre les jaunes à la sortie du boulot et leur font des conduites de Grenoble. Les manifestations sont moins calmes, les ouvriers scandent leurs mots d'ordre.

Des délégations du comité de grève sont envoyées dans les ports de Loire, Indret et Cherbourg ; ces états-blessés entreprennent des grèves surprises.

Quelques petits résultats sont obtenus :

1° La commission de la défense nationale adopte à l'unanimité un vote qui demande que le salaire des travailleurs de l'Etat soit déterminé en rapport avec celui en vigueur dans les industries similaires de la métallurgie parisienne.

2° Le ministre de la marine et celui de la défense nationale se sont mis d'accord pour présenter un bordereau à 79 fr. 20 (ce qui nous réclamons), reste le ministre des finances qui lui s'en tient au bordereau de 71 fr. qui est inférieur à l'aumône de 1.700 fr. qu'on nous a proposé tout au début

Suite page 4.

APPEL DU COMITÉ CENTRAL  
pour que s'élève la voix du Parti Révolutionnaire  
dans la campagne électorale

La bourgeoisie française incapable durant les cinq dernières années de briser les organisations de la classe ouvrière, tente par le truquage électoral de réduire sa représentation.

Comme toutes ses autres tentatives, cette manœuvre doit échouer.

Dans cette bataille le Parti Communiste Internationaliste présentera et défendra son programme sans jamais répandre d'illusions sur la valeur du parlementarisme portant des années ses militants ont combattu d'abord seuls, puis avec l'ensemble des organisations ouvrières, pour le MINIMUM VITAL, pour L'ECHELLE MOBILE.

Seuls, ils ont combattu sans défaillance pour l'indépendance des peuples coloniaux et le soutien de leur lutte contre l'exploitation impérialiste.

Aujourd'hui, de sombres nuages s'accablent : incapables de résoudre sa crise, l'impérialisme prépare une nouvelle boucherie pour maintenir ses privilèges.

Déjà par son action, la classe ouvrière a répondu NON à la politique de misère et de guerre du gouvernement.

Avec le Parti Communiste Internationaliste, au travers de cette campagne électorale elle marquera sa volonté d'imposer un GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN.

Car seul un tel gouvernement défendant les intérêts des travailleurs des villes et des campagnes et s'appuyant sur leur action, pourra ouvrir la voie du socialisme, et en commun avec les travailleurs des autres pays, lutter pour les ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE ET DU MONDE, seul gage de bonheur et de paix.

Pour défendre ce programme, le P.C.I. ne dispose que du courage de ses militants et des gros sous des travailleurs.

Pour que résonne bien haut la voix du parti révolutionnaire, un grand effort financier s'impose :

VERSEZ, FAITES VERSER A LA SOUSCRIPTION DU P.C.I. I





# LES COMITÉS D'UNITÉ D'ACTION DANS LA GRÈVE DES MÉTRO-BUS

## LES COMITÉS D'UNITÉ D'ACTION DANS LA GRÈVE DES MÉTRO-BUS

Il est indispensable de généraliser les méthodes qui ont permis aux travailleurs du métro de combattre unis pendant 10 jours et de rentrer unis. Elles permettront aux travailleurs de toutes les corporations de reprendre la lutte et de vaincre.

En mars 1950 à la veille de l'entrée en lutte, l'unité d'action, réalisée seulement au sommet s'était rompue. Les dirigeants F.O., C.F.T.C. et Autonomes préféraient la possibilité de continuer à discuter avec le gouvernement pour ne pas entrer dans la lutte. Le résultat fut un rapide effondrement de la grève.

De cette expérience les ouvriers du métro-bus ont tiré la leçon que l'unité au sommet ne suffisait pas, il fallait qu'elle repose sur une entente directe de la base, c'est-à-dire sur la constitution de comités d'unité d'action dans lesquels les travailleurs de toutes tendances discuteraient et mettraient au point postures et comment entreprendre la lutte.

Effectivement dès la rentrée des vacances, le problème de la constitution de Comités d'unité d'action s'est trouvé posé et résolu. Le premier de ces Comités d'unité d'action fut constitué sous l'impulsion de militants de la C.G.T. et de quelques autres, malgré l'exclusion lancée par les dirigeants F.O. et C.F.T.C. Il réussit à mettre debout une charte revendicative correspondant aux aspirations des ouvriers de Champlonnet, en évitant toute autre préoccupation. Cette charte qui fut adoptée par un référendum des ouvriers de Champlonnet.

Le résultat de ce Comité eut un grand écho dans tous les dépôts. Il suscita la formation de semblables comités dans plusieurs, il permit de commencer l'action par des débrayages limités mais nombreux.

L'écho profond et l'exemple du Comité d'unité d'action de Champlonnet démontra la possibilité de s'entendre sur des objectifs déterminés par les travailleurs eux-mêmes quelque soit leur appartenance syndicale, et fut pour résultat de faire prendre position aux autres dépôts. Les dirigeants F.O. qui avaient rompu l'unité au sommet le 10 mars 50 prirent l'initiative de proposer l'unité d'action aux différents syndicats.

Les problèmes à résoudre n'étaient pas seulement de surmonter la division traditionnelle entre F.O., C.G.T., C.F.T.C., mais aussi de dépasser les catégories sociales mises d'habitude séparément organisées dans ce but par le gouvernement. Le syndicat autonome traction spéculait sur les rivalités de catégories, multipliait les obstacles à la réalisation de l'unité d'action.

La formation du Comité d'unité d'action de Champlonnet, élaboration par lui-même — toutes tendances réunies — d'une première plateforme revendicative, avait été un premier pas vers la réalisation de l'unité d'action.

La formation du Comité d'unité d'action de Nation, ses initiatives, allaient permettre de déjouer les manœuvres de Clément, toutes décisions devant être prises aux assemblées générales du personnel.

Le contrôle des travailleurs ne fut pas aussi strict que l'indiquait la résolution de Nation. Cependant les 6.000 francs pour tous et « pas de discussions séparées » repris par toutes les directions syndicales assurèrent l'unité de la grève.

Si l'unité au sommet des organisations syndicales a été une étape importante dans la préparation de la lutte, l'activité, les initiatives prises par les comités d'unité d'action de Champlonnet et de Nation furent décisives pour la réalisation de l'unité d'action à la R.A.T.P.

Parce que ces comités ne se contentèrent pas d'être la simple représentation des syndicats dans le métro, mais qu'ils furent propulsés à la discussion démocratique en leur sein, ils surent trouver les solutions aux obstacles s'opposant à l'unité.

De même l'application par le Comité Central de grève d'une autre résolution de Nation l'invitant à prendre toute initiative pour coordonner l'action de toute la classe ouvrière aurait permis une victoire beaucoup plus importante.

Les conclusions de l'activité de ces comités d'unité d'action sont claires.

Largement représentatifs, fonctionnant démocratiquement, les comités d'unité d'action sont capables de trouver des solutions à ceux qui unissent les travailleurs et les conduisent à la victoire. Ceci est vrai pour les simples luttes revendicatives, mais le serait aussi dans des problèmes ouvriers les plus étendus. Car de tels comités ne peuvent en effet fonctionner qu'en étant conformes à l'intérêt de tous les travailleurs et rejettent tout ce qui y est étranger.

## L'expérience de la grève Electroux

Lundi 19 mars au matin quelques jours après le début de la grève des transports, 92 % des ouvriers de l'usine de Courbevoie ont débrayé. La grève fut votée le soir : elle dura 4 jours.

Une délégation formée d'ouvriers et de dessinateurs alla réclamer à la direction 15 francs d'augmentation horaire pour tous, 20 % de prime de transports et satisfaction aux revendications particulières d'équipe.

La direction répondit que : les salaires étaient supérieurs à ceux accordés dans la région ; 2° grâce au salaire proportionnel il faudra en outre l'entreprise assurer à ses ouvriers un niveau de vie privé.

En conséquence le personnel d'Electroux devait être le dernier à exprimer son mécontentement.

Mercredi soir, la direction envoyait un ultimatum qui réaffirmait la non justification de la grève, en déduisant qu'elle ne pouvait être que politique et prévoyait le licenciement de ceux qui n'auraient pas repris le travail le mardi suivant (lundi étant jour férié).

Les patrons d'Electroux connaissent fort bien les raisons du mécontentement de leurs ouvriers :

- Un O.S. gagne lei 3 billets de plus qu'ailleurs, mais 20 ou 23 billets c'est toujours la pureté !
- lorsqu'un O.S. se grève pour 3 billets de plus, son salaire est de 120 francs le 12. Si se grève-t-il quatre fois plus pas d'augmentations hiérarchisées !
- le S.P. c'est de la vacherie ! C'est le salaire de base qu'il faut relever !
- Ils veulent nous faire payer en préparation à la guerre, tout en nous surmonter : les 15 francs que vous demandez sont déjà gagnés.
- Ces raisons et les suivantes pour que la grève soit victorieuse.

Mais il ne fallait pas attendre que l'unité se réalise avec les dirigeants de la section. Nous avons pris la réunion avait eu lieu dans le bureau du chef du personnel, ni après 25 adhérents de la C.F.T.C.

Enfin, puisque les dirigeants de la section C.G.T. ne voulaient pas prendre fermement l'initiative du mouvement, nous nous sommes réunis, nous camarades de la grève, qui nous représentions toutes les équipes de l'usine à prendre la direction de la lutte.

Il fallait que nous fédérions les ouvriers de toutes les entreprises de la région à se solidariser avec nous. Isolés, nous ne pouvions rien, le patron nous a-t-il au nez et menacés.

Mais si chez Chaousson, Peugeot, Bronzavia, Renault, Facel où des débrayages avaient lieu, où un ardent désir de grève générale se manifestait nous avions envoyé des délégations, diffusés des tracts, appelé les travailleurs à se joindre à nous dans la lutte qui n'était pas seulement notre lutte, mais la lutte de tous les travailleurs (la revalorisation du salaire de base, le salaire mobile, les revendications de catégories sont posées dans toutes les entreprises et n'auront satisfactions que dans une lutte d'ensemble que nous avons appelé les travailleurs à obliger les centrales à donner le mot d'ordre de grève générale, c'était peut-être la grève générale, c'était peut-être la grève générale, c'était peut-être la grève générale, la direction se serait peut-être comprise de faire des propositions à son personnel.

Ce n'était pas seulement la grève Electroux, en dépit de la mauvaise volonté des Centrales ; c'était la grève de toute la métallurgie qui commençait en même temps que celle de la direction, nous n'avons pas débrayé trop tôt, nous étions seulement les premiers et n'avons pas osé être à la pointe du combat.

Si l'unité au sommet des organisations syndicales a été une étape importante dans la préparation de la lutte, l'activité, les initiatives prises par les comités d'unité d'action de Champlonnet et de Nation furent décisives pour la réalisation de l'unité d'action à la R.A.T.P.

## CHAOUSSON USINE H GENNEVILLIERS LA GREVE BONNE NAISSANCE d'un Comité d'Unité d'Action Démocratique

Un débrayage au montage. Les gars parcourus dans les ateliers débrayèrent aussi. On tient une assemblée générale qui commence par les phrases habituelles, mais qui explose soudainement « et un autre ! Alors faire débrayer Anières ». Et, 80 % de la Juvv 4 et de la Colorale partent à Anières. Là, se tient une assemblée générale qui décide d'aller voir le directeur général ROOS.

Alors, 300 gars envahissent les bureaux au cri de « nos 20 francs ! nos 20 francs ! ». Roos est blême, et malgré son refus est obligé de discuter. On lui explique notre situation : « moi je loge dans un mansardé » mais nous insistons sur les revendications sont déjà bouffées par les hausses.

« Me faire cela à moi ! Moi, qui me suis battu pour la patrie », pleure Roos ; les gars se marrent.

Une entrevue est décidée pour le lendemain mercredi 4 avril. On va à nouveau à Anières, où on envahit la cour, et on se met à discuter un scandale : « Changer une réponse ! » « Ça va aller mal ! » « On te donne encore 5 minutes ».

Mais la direction ne veut rien savoir et promet seulement des avantages. Bien que le mécontentement fut grand, l'entreprise n'a pas débrayé totalement, et par suite grand nombre d'ouvriers pensaient que c'était avec le métro-bus et les cheminots qu'il fallait débrayer. Ce débrayage fut rendu impossible par le moment du freinage des dirigeants syndicaux. Malgré leur enthousiasme et leur combativité, les travailleurs de H ont pu surmonter ce moment difficile, mercredi 11, on reprend le travail à H, non sans avoir imposé le retrait de toute sanction. Mais, malgré cela, ce n'est pas un succès, car nous n'avions pas l'intention de mener une grève illimitée.

## Répression chez Renault

La direction de la Régie Renault, prenant prétexte des prises de parole et des tracts distribués lors de l'insurrection provoquée par la grève du Métro dans l'usine, licencia deux délégués du département 76 et un du département 32, tous trois cégétistes.

Dans cette répression contre les délégués C.G.T. la direction fut soutenue non seulement par la C.G.C. qui fit prononcer l'expulsion pour les sanctions, mais aussi par les organisations F.O. et S.T.R. qui les approuvèrent par leur silence. Tous les appels faits aux ouvriers par le C.G.T. et le groupe publiant « La Parole aux Ouvriers » (Bulletin de discussion démocratique) pour les inviter à la résistance restèrent sans écho. Au département 76, à peine 25 % des ouvriers acceptèrent de débrayer un quart heure en fin de journée et environ 20 ouvriers au département 32 volontaires pour former une délégation protestataire à la direction.

Malgré cela, il serait faux de croire que les travailleurs ont désistés à la répression qui porte atteinte aux libertés syndicales. C'est dans le manque de confiance des travailleurs envers les délégués C.G.T. qu'il faut aller chercher la raison. Les délégués C.G.T. étant plus souvent les porte-parole de politicien pour empêcher les autres ouvriers, que les porte-parole des ouvriers auprès du patron. C'est ainsi que dernièrement, aux ouvriers qui attendaient des mots d'ordre de lutte pour généraliser la grève du métro, les délégués C.G.T. apportaient les consignes du P.C.F. qui étaient de temporiser pour empêcher la grève. Les gars disent : Le délégué est fait vier parce qu'il a pris la parole dans les ateliers, mais, dans cette prise de parole il nous décourageait de débrayer, de nous lancer dans une action qu'il disait prématurée.

(Correspondant.)

Chaque lecteur de la Vérité doit faire profiter tous les autres de son expérience en participant à l'ENCADRE.

LES COMITÉS D'UNITÉ D'ACTION écrivent, dites comment il a été désigné dans votre entreprise, comment il dirige l'action ouvrière, quelle liaison il a avec les autres entreprises, avec les syndicats, ce qu'on pense les travailleurs, etc., etc.

SISTRO.

## La guerre de 14-18 n'est pas finie

Nous avons reçu le communiqué suivant que nous lisons dans les journaux et tenons à élever notre protestation contre les mesures administratives qui sont dénoncées.

Maria et François Mayoux se trouvaient dans la Direction de la Fédération de l'Enseignement qui, au cours de la guerre de 1914-18, fut un des centres d'opposition les plus importants. Mayoux devait représenter cette organisation à la conférence de Zimmerwald, mais n'eut pas la possibilité de s'y rendre.

rent pas tenues. Si bien, qu'avec la loi de 1914 sur les pensions, notre traitement est inférieur de 2.700 francs par mois (pour chacun de nous) à ce qu'il devrait être. Pourtant, les nouveaux décrets nous interdisent, du 12 juillet 1937, permettent de nous donner satisfaction.

Nous voilà donc punis à perpétuité par suite d'une sanction disciplinaire datant de 34 ans et effacée au moins six fois par l'amnistie.

C'est là un bien mérité épisode dans l'immense tragédie de la guerre ; mais nous pensons qu'une telle persistance dans la répression est injuste et nous demandons qu'elle cesse enfin.

Maria et François Mayoux, instituteurs en retraite à LA CIOTAT (Bouches-du-Rhône).

Ce mouvement nous a donné un acquis qui sera l'arme des victoires futures : un Comité d'Unité d'Action réellement démocratique. Les membres sont choisis par chaque équipe et leur rendement compte des travaux. Durant la grève les réunions étaient très sérieuses et très suivies même par des ouvriers non membres du C.U.A.

Notre C.U.A. a donné son adhésion à l'idée lancée par celui de Renault pour une conférence régionale des C.U.A.

Il prépare la participation à la manifestation du 11 mai et envoie un représentant à la réunion centrale préparatoire.

Il se réunit chaque semaine et ses réunions sont publiées pour les ouvriers de Chaousson. Il devient la véritable direction ouvrière à H. C'est lui qui fut le moteur de la grève.

J'ai entendu un ouvrier expliquer à un autre : « Les C.U.A. rassemblent tous les ouvriers. Plus que les syndicats. C'est cela qui s'est passé dans la Révolution Russe. Quand nous serons assez forts nous lancerons : tout le pouvoir aux C.U.A. »

(Correspondant.)

## Chant de lutte de l'Usine H

Air : La Carmagnole

Nous sommes en lutte pour nos droits (bis)  
L'Échelle mobile c'est nous (bis)  
Copains dans l'UNITÉ (bis)  
Nous allons triompher.

Refrain  
Allons tous les copains  
C'est dans l'ACTION  
Allons tous les copains  
C'est dans l'ACTION  
Qu'on les dirige !

II  
La direction n'a pas voulu (bis)  
Nous n'irons pas 70 balles de (bis)  
D'Colorale et de Juvv (bis)  
Il n'a sorti pas.

Au refrain.

III  
Ceci est un avertissement (bis)  
Qu'on leur adresse très sérieusement (bis)  
Et s'ils ne comprennent pas (bis)  
On leur expliquera !

Refrain  
DES IACTIONS DES COPAINS  
LEUR STRA TEGIE !  
DES IACTIONS DES COPAINS  
LEUR STRA TEGIE !  
C'est enfin !

Créé dans grève le 5 avril 51.

## Grève de l'arsenal de Brest

Suite de la page 1

du mouvement et qui a été repoussée en assemblée générale.

Quelle est la situation au début de la quatrième semaine de grève ?

Les ouvriers n'ont rien perdu de leur combativité et de leur unité, et ils sont fermement décidés à poursuivre leur action tant qu'ils n'auront pas obtenu autre chose que des promesses verbales. Ils suivent les événements avec toujours les mêmes intérêt et l'assistance est aussi nombreuse aux assemblées générales qu'au premier jour. A celle d'avant-hier, ils ont vu un gars qui a seulement posé la question de revoir notre position et d'organiser un référendum pour prendre le travail lundi. Dans les comités de charbonniers les esprits se libèrent à l'égard des fédérations qui n'ont pas donné l'ordre de grève générale de la corporation.

Des dons nous arrivent des différents coins de France, mais celui qui a touché le plus les ouvriers de Brest, c'est celui du comité de grève de la R.A.T.P. qui malgré les 19 jours de grève a fait parvenir 100.000 francs.

Aujourd'hui, assemblée générale extraordinaire. Les finances proposées, un bordereau de dépenses, c'est-à-dire, en fait, officiellement la prime de 1.760 francs déjà accordée. Comme la Marine et la Défense nationale s'entendent à nous donner 20 le différé sera soumis à l'arbitrage de président du Conseil à la fin de la semaine prochaine. Dans l'enthousiasme général les gars décident de poursuivre le mouvement et exigent un arbitrage immédiat.

## Solidarité des jeunes

Pour le dimanche 4 avril, les jeunes de Brest décidèrent de faire leur sortie pleine air en journée de collecte à Brest, collecte au profit des grévistes de Brest.

Ainsi, le samedi soir, les copains de Brest, assistés de leurs amis de Landreou et Kerlann, débarquèrent à Lorient.

Une fois arrivés, en route pour les centres d'opposition, nous sommes allés avec nos billets de tombola, nous lister de souscription, et toute notre ardeur. Mais les camarades dirigeants ne veulent point de cela, sans doute parce que cela n'est pas un moyen de censure ou de la préfecture. A moins qu'une salle concurrente nait l'été prochain.

Notre second projet était la collecte à la sortie des écoles. Aussi des copains ont voulu les élèves. Mais il nous fallait prévoir huit jours avant, nous avons dû aller à l'arsenal sur un ponton à la hauteur de 70 fr. 20.

Notre salle concurrente nait l'été prochain. Pendant ce temps, les autres copains attendaient l'autorisation du sous-préfet de collecter en ville. Rien n'est venu.

Les copains commencent à la trouver mauvaise. Mais il nous faut quand même classiquement en deux fois, de temps nous avons recueilli 13.000 francs, tout le temps perdus en démarches hostiles.

Inutile de dire que les copains étaient contents. Mais il est difficile de trouver à aider les grévistes. La route leur est d'ailleurs ouverte par un permis qui a recueilli 14.500 francs depuis le début de la grève, et tout seul.

## Lettres des casernes

### Les soldats luttent contre l'abrutissement et les 18 mois

« Partis de Courbevoie, nous avons pris le train de Marseille. Nous étions 750 encadrés par les R.I. qui vont pas pu empêcher les gars de guéler : « A bas les 18 mois ! ». Arrivés à Marseille. On s'est tapé 8 km, à pied pour arriver à la caserne, une vraie prison. Pas le droit de sortir. La semaine, il a fallu se taper les plombs. Le lendemain, nous avons été coté enfer... On nous a dit que nous sommes des canonniers, mais nous sommes pas de canons... Je voudrais bien avoir ces nouvelles de France, des syndicats, de la vie en France et internationale. »

« Au début, les gars n'étaient pas tout à fait contre : ils y avaient par exemple un R.P.F. qui avait fait, si le fait 10 ans. Mais même celui-là a fini par démissionner. Les gars qui nous ont fait l'armée, le mandat plus qu'être libéré. »

« Aujourd'hui, dans l'ensemble, on peut dire que les gars sont à peu près antimilitaristes. »

« Question nourriture : vraiment lamentable, sortis de table, les gars pendant qu'ils commencent les trois quarts du temps, c'était imangeable. »

### Ne les laissons pas seuls

Ils les 18 mois ont fait un bon moment dans tous les régiments. Les gars étaient contre, bien entendu, et attendaient que l'Assemblée les refuse. Ils ont d'abord compté sur tous les députés de gauche, ils ont compté sur les députés communistes, compté sur les députés communistes, malgré certaines objections sur les 3 et 5 ans de service armées en Russie. Lorsque les 18 mois ont été votés, ils avaient tous le bourdon, se regardaient, certains complétaient sur une agitation extrême, d'autres se révoltaient, ils se sentaient seuls. »

### La défile des impéralistes serait le mieux

Les gars ont suivi pendant un bon moment les défilés de Corée avec attention ; ils commencent à manifester à avoir peur d'aller là-bas et ce les préoccupent. Certains soupent contre l'intervention aux États-Unis en Corée, mais les autres ne s'opposent pas : « Qu'ils se débrouillent tout seuls, ce n'est pas nos oignons. Puis on entendit juste dire : « Qu'ils nous laissent au moins un peu pointer la vie civile avant de partir en Corée. L'avis de certains était : « Si les régiments pouvaient prendre une décision en Corée, ça couvrirait court à tout. »

### Info monsieur !

Tu connais le service (?) militaire, inutile de t'en faire un tableau. Le principe est d'être l'abrutissement. Tu arrives, tu commences à emporter « Paroles » de Jacques Prévert ; c'est très utile dans beaucoup de cas. De plus, avec quelques camarades, nous organisons le soir des discussions sur les sujets politiques, religieux, syndicaux, aussi souvent que possible. Dans la mesure du possible, le fais circuler journaux et bouquins pour tenter de contrebalancer la propagande dont nous sommes l'objet.

Des nouvelles syndicales me feraient plaisir. Si tu as le temps, parle-moi de la lutte syndicale en France, ou même dans ton entreprise en particulier, par exemple dans un pays perdu, un vrai bled où les nouvelles sont rares.

### La lutte continue

Un jeune a tiré huit jours de tôle pour avoir fait signer l'appel de Clément, réclamé du vin et de la meilleure pendant les manœuvres et distribué des tracts contre le Pacte Atlantique. Les gars ont fait la guerre la cessation des hostilités au Viet-Nam et en Corée. Il a abouti à faire avoir un quart de pinard supplémentaire et de faire passer un permis de grève une pétition par une vingtaine de gars.

C'est maintenant un militant aux armées qui vous écrit. Je vous salue respectueusement et « La Vérité », « l'Ve Internationale », et aussi « Le Monde », enfin tout ce qu'il faut, ce dont je vous remercie. Je suis à la même adresse, confie la tâche de prendre contact avec d'autres militants et sympathisants à S.N. Quoique ce travail est assez difficile, je ne dispose pas de beaucoup de temps, il maintient une liaison constante entre le Parti et moi.

propos de journaux, cette adresse, à un rapport, on nous a examiné la liste des journaux interdits à la guerre. Quelques jours plus tard, une seconde note nous indiquant que les journaux interdits qui parvenaient par la poste et qui continuèrent à parvenir, étaient saisis et détruits.

### "L'UNITÉ"

La « TRIBUNE LIBRE » du Mouvement Syndical POUR LA DÉMOCRATIE ET L'UNITÉ SYNDICALE est DESORMAIS EN VENTE dans les métros et les gares (Paris-Province)

Bi-mensuel : 15 francs

98, rue Réaumur — Paris

(communiqué)